

Le futur palais de justice sera construit à Lille

Le palais de justice actuel, avenue du Peuple-Belge, devenu vétuste.



Martine Aubry, maire de Lille, Jean-Jacques Urvoas, ministre de la justice et Jean-François Cordet, préfet.

Lille pour l'inauguration du tribunal administratif, Jean-Jacques Urvoas, ministre de la justice a donné son feu vert pour la construction d'un nouveau palais de justice. Le projet très convoité prendra finalement place dans le Vieux-Lille, pour 100 millions d'euros.

La sentence est tombée après plus d'une dizaine d'années d'instruction. Un nouveau palais de justice sera construit à Lille. Véritable serpent de mer, Jean-Jacques Urvoas a officiellement donné son aval ce lundi. "Après celui de Paris, il s'agit du deuxième plus grand projet immobilier pour l'ins-titution judiciaire", s'est félicité le

ministre. Certainement, le seul qu'il pourra annoncer d'ici la fin de son mandat, les finances du ministère n'étant pas larges dans "une institution judiciaire en voie de clochardisation" de l'aveu même du Garde des sceaux PS. C'est dire. Un temps imaginé à Euralille puis porté de Valenciennes à Lille mais aussi convoité du côté de la zone

de l'Union à la croisée de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, le palais prendra finalement place sur un terrain d'un hectare dans le Vieux-Lille. "Idéal car à proximité des gares, où il y a peu de riverains et facilement accessible en sortie de périphérie", se réjouit Martine Aubry. Le site sera dimensionné pour accueillir le tribunal d'instance et de grande instance aux effectifs en croissance. Dès cette semaine, l'appel à candidature pour le choix de l'architecte sera lancé. Après une première short list de quatre lauréats, le choix final de l'architecte est attendu pour 2017 pour

un démarrage des travaux en 2019 et une livraison en 2021. D'après les premiers éléments, ce projet en maîtrise d'ouvrage publique devra intégrer le BIM et être élaboré en concertation avec les usagers. Qualité architecturale, exigences techniques et fonctionnelles et maintenabilité de l'ouvrage seront aussi particulièrement scrutés pour le choix final.

100,
c'est en millions d'euros le coût du futur palais de justice

Quid du tribunal actuel ?

Les magistrats et avocats lillois quitteront enfin des locaux devenus inadaptés de l'avenue du Peuple Belge, numéro 1 sur la liste d'attente du ministère. L'annonce du ministre Urvoas signe donc la fin d'un long débat : fallait-il ou non procéder à une lourde réhabilitation du bâtiment dessiné par Jean Willerval et érigé en 1968 ? Le coût de la remise aux normes thermiques, sanitaires, d'accessibilité sans compter le relogement des usagers lors des travaux - estimé à 15 millions d'euros, ont eu raison de cette solution. Quel avenir donc pour ce bâtiment caractéristique de l'architecture des années 50-60 ? Le maire de Lille n'a pas caché

2021,
date de livraison du projet



● Future implantation ● Palais de justice existant ● Site caserne Vandamme

son désamour pour le lieu, en parlant d'un "bel exemple de ce qu'il ne faut plus faire", et le verrait même bien démoli, "d'autant plus que nous n'avons pas renoncé à la remise en eau de l'avenue du Peuple-Belge", a-t-elle souligné.

Avis divergents

Oui mais voilà, Jean-René Lecerf, président du département du Nord, propriétaire des lieux qu'il met à disposition du ministère de la justice ne partage pas cet avis. Le département a déjà reçu des sollicitations de

grands groupes hôteliers séduits par l'emplacement et les volumes adéquats pour un établissement de prestige. "Malgré des opérations de désamiantage, la vente d'un tel ensemble représente une manne financière de quelques millions d'euros que mon successeur sera ravi de trouver en ces temps de contraintes budgétaires", a plutôt plaidé Jean-René Lecerf. Espérons cette fois que la décision sera prise plus rapidement que la précédente.

■ Julie Dumez



LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE INAUGURÉ

L'imposant bâtiment de briques de la rue Geoffroy Saint-Hilaire a désormais une nouvelle vocation : construit au XIX^e siècle pour accueillir l'Institut de Chimie de l'université de Lille, il devient Bourse du travail de 1966 à 2013. Il loge désormais les magistrats du tribunal administratif de Lille. A l'étroit rue Jacquemars-Giélée, ils ont depuis mars pris place dans plus de 4 500 m² rénovés. L'enveloppe de 10,3 millions d'euros de travaux a permis de reconfigurer et de sécuriser les lieux puisque trois salles d'audiences ont été créées, des salles de pas perdus ou encore un hall d'accueil. La totalité de

la toiture a fait peau neuve, soit 1 100 m² d'ardoise et 1 200 m² de zinc, alors que les façades ont subi un véritable lifting par hydrogommage et un rejointement des briques sur 4 200 m². Les fondations ont du être élargies et renforcées pour supporter les cages d'ascenseur tandis que de nouveaux escaliers ont été coulés sans compter les planchers en bois dévorés par les affres du temps qu'il a fallu refaire. Autre particularité de ce chantier hors normes : le Bim et le scanner 3D ont été testés. Une réussite puisque la réalisation s'est vu décerner l'année dernière le Bim d'argent. Maître d'ouvrage : Cirmad Nord ; Maîtrise d'œuvre : Sintive Architectes ; Entreprise : Bouygues Bâtiment Nord-Est.